No. 51526*

**United States of America
and
Guinea-Bissau**

Exchange of notes constituting an agreement between the Government of the United States of America and the Government of the Republic of Guinea-Bissau regarding the surrender of persons to international tribunals. Dakar, 28 January 2005 and 14 March 2005, and Bissau, 2 February 2005

Entry into force: *provisionally on 2 February 2005 by the exchange of the said notes and definitively on 8 February 2005, in accordance with their provisions*

Authentic texts: *English and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *United States of America, 25 November 2013*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**États-Unis d'Amérique
et
Guinée-Bissau**

Échange de notes constituant un accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau relatif à la remise de personnes aux tribunaux internationaux. Dakar, 28 janvier 2005 et 14 mars 2005, et Bissau, 2 février 2005

Entrée en vigueur : *provisoirement le 2 février 2005 par l'échange desdites notes et définitivement le 8 février 2005, conformément à leurs dispositions*

Textes authentiques : *anglais et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *États-Unis d'Amérique, 25 novembre 2013*

**Le numéro de volume RTNU n'a pas encore été établi pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[TRANSLATION – TRADUCTION]

I

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Dakar, le 18 janvier 2005

No. 1

L'Ambassade des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale et des communautés de la République de Guinée-Bissau, et,

À la suite des discussions tenues récemment entre les représentants du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau relatives à la remise de personnes à des tribunaux pénaux internationaux,

Réitérant l'importance de traduire en justice les auteurs de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre,

Considérant que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau ont chacun exprimé l'intention de procéder à des enquêtes et d'intenter, le cas échéant, des poursuites judiciaires en cas de commission présumée, par leurs fonctionnaires, leurs employés, leur personnel militaire ou leurs ressortissants, de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre,

L'Ambassade a l'honneur de proposer l'accord suivant :

1. Aux fins du présent Accord, le terme « personnes » s'entend des fonctionnaires, des employés du Gouvernement (y compris les sous-traitants), du personnel militaire ou des ressortissants, actuels ou anciens, d'une Partie.

2. Les personnes relevant d'une Partie présentes sur le territoire de l'autre Partie ne peuvent, sans le consentement exprès de la première Partie :

a) Être remises ni renvoyées à un tribunal international quelconque, à quelque fin et de quelque manière que ce soit, à moins que ce tribunal n'ait été mis en place ou autorisé par le Conseil de sécurité des Nations Unies, ni

b) Être remises ou renvoyées, de quelque manière que ce soit, à toute autre entité, ou à un pays tiers quelconque, ni expulsées à destination de celui-ci, aux fins de remise ou de renvoi à un tribunal international, à moins que ce tribunal n'ait été mis en place ou autorisé par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

3. Lorsque le Gouvernement des États-Unis d'Amérique extradé, remet ou autrement renvoie à un pays tiers une personne relevant de la République de Guinée-Bissau, ledit gouvernement n'accepte pas la remise ou le renvoi de celle-ci à un tribunal international quelconque par le pays tiers, à moins que ce tribunal n'ait été mis en place ou autorisé par le Conseil de sécurité des Nations Unies, sans avoir obtenu le consentement exprès du Gouvernement de la République de Guinée-Bissau.

4. Lorsque le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau extradé, remet ou autrement renvoie à un pays tiers une personne relevant des États-Unis d'Amérique, ledit Gouvernement n'accepte pas la remise ou le renvoi de celle-ci à un tribunal international

quelconque par le pays tiers, à moins que ce tribunal n'ait été mis en place ou autorisé par le Conseil de sécurité des Nations Unies, sans avoir obtenu le consentement exprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

5. Le présent Accord demeure en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année suivant la date de notification, par l'une des Parties à l'autre, de son intention de le dénoncer. Ses dispositions demeurent applicables eu égard à tout acte survenant ou à toute allégation présentée avant la date d'effet de cette dénonciation.

Si les dispositions ci-dessus sont acceptables au Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, la présente note et la réponse affirmative du Ministère constitueront un accord entre nos deux Gouvernements, qui entrera en vigueur à la date de la note du Ministère.

L'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Dakar saisit cette occasion, etc.

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Dakar

II
RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
ET DES COMMUNAUTÉS

Bissau, le 2 février 2005

Ref. 36/GM/uf/2005

Le Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale et des communautés présente ses compliments à l'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Dakar et a l'honneur d'accuser réception de la note du Ministère no. 1, en date du 28 janvier 2005, qui se lit ainsi :

[Voir note I]

Le Ministère de affaires étrangères, de la coopération internationale et des communautés a l'honneur de confirmer que la proposition présentée dans la note ci-dessus est acceptable au Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, et que le présent accord, conclu par la voie d'un échange de notes, entrera en vigueur provisoirement à la date de sa signature, le 2 février 2005, et définitivement à la date de sa publication.

Le Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale et des communautés saisit cette occasion, etc.

III
AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Dakar, le 14 mars 2005

No. 2

L'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Dakar présente ses compliments au Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale et des communautés de la République de Guinée-Bissau, et a l'honneur d'accuser réception de sa note no. 36/GM/uf/2005 en date du 2 février 2005 confirmant l'accord constitué par la note du Ministère et la note de l'Ambassade no.1 en date du 28 janvier 2005.

L'Ambassade accepte la proposition du Ministère selon laquelle l'accord mentionné ci-dessus entrera en vigueur provisoirement le 2 février 2005 et provisoirement à la date de sa publication par le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau.

L'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Dakar saisit cette occasion, etc.

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS À DAKAR